

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 30 avril 2019

### VELCAN HOLDINGS : RESULTATS ANNUELS 2018

#### RESULTAT NET POSITIF MALGRE LA FAIBLE PERFORMANCE DES MARCHES FINANCIERS ET LA BAISSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

#### PROGRES SIGNIFICATIF DANS LA PROCEDURE D'ACQUISITION DES TERRES POUR LES PROJETS HYDROELECTRIQUES INDIENS

<b>CHIFFRES CLES NON AUDITES</b>	<b><u>2018</u></b>	<b><u>2017</u></b>	<b><u>Var %</u></b>
Chiffre d'Affaires net (m€)	<b>2.6</b>	<b>3.1</b>	<b>-17%</b>
EBITDA (m€)	<b>-1.6</b>	<b>-1.7</b>	<b>+4%</b>
Résultat Net (m€)	<b>0.5</b>	<b>-9.6</b>	<b>NA</b>
Capitaux Propres (m€)	<b>118</b>	<b>123</b>	<b>-4%</b>
Trésorerie et actifs financiers (m€)	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>-3%</b>
Capitalisation boursière	<b>46</b>	<b>65</b>	<b>-30%</b>
Portefeuille de Concessions	<b>586 MW</b>	<b>657 MW</b>	<b>-11%</b>
Nombre d'actions émises net des titres détenus par le Groupe (milliers).	<b>5,813</b>	<b>6,226</b>	<b>-7%</b>

En 2018, le groupe VELCAN HOLDINGS a poursuivi le développement et la consolidation de ses concessions hydroélectriques situées en Inde (571 MW), qui ont progressé de manière significative principalement dans la procédure d'acquisition de terrains.

L'usine de Rodeio Bonito a généré 21% d'électricité supplémentaire par rapport à 2017, une année de grande sécheresse. La production d'électricité est restée relativement faible en raison de précipitations encore inférieures à la moyenne historique en 2018. À taux de change constant, le chiffre d'affaires est stable malgré l'augmentation de la production d'électricité, en raison de l'impact négatif du mécanisme de réallocation de l'énergie (MRE). En euros, le chiffre d'affaires est en baisse de 17% (2,6 millions d'euros en 2018 contre 3,1 millions EUR en 2017) en raison de la dépréciation de la devise brésilienne en 2018. L'EBITDA est en hausse de 4% (-1,6 million d'euros en 2018 par rapport à - 1,7 million d'euros en 2017).

Le Groupe a finalisé sa sortie d'Indonésie par la vente de son dernier projet hydroélectrique avancé dans le pays, Redelong HEP (18 MW).



VELCAN HOLDINGS a également continué à gérer activement sa trésorerie en poursuivant la diversification de son portefeuille d'investissements financiers, mais a été impactée par la mauvaise performance générale des marchés financiers. La hausse du dollar américain par rapport à l'euro a eu une incidence favorable sur le résultat net, légèrement positif à EUR 0,5 million (contre EUR -9,6 en 2017).

## EXERCICE 2018 – COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LES AFFAIRES

### Inde

Le Groupe a continué à développer les concessions hydroélectriques obtenues en 2007 dans l'État d'Arunachal Pradesh.

Des progrès ont été réalisés dans l'acquisition des terrains, dont la procédure a abouti avec succès à l'évaluation d'impact social (SIA), aux audiences publiques correspondantes, à la recommandation positive du « groupe d'experts » et enfin au consentement officiel des propriétaires fonciers et des conseils de village à l'acquisition de leurs terres, ce qui constitue une étape importante pour les projets. A la suite de ces étapes le gouvernement local était tenu de publier la « notification de l'article 11 » avant le 27 mars 2019 (dans les 12 mois suivant la recommandation du groupe d'experts). Cette notification valide les étapes précédentes de la procédure (SIA, audiences publiques, etc.), prend acte de l'accord des propriétaires fonciers et valide que les terres doivent être acquises par le gouvernement pour un projet particulier. Cependant, en raison de la préparation des élections locales au mois d'avril 2019 et de l'application du « code de conduite » pendant cette période préélectorale (qui empêche le gouvernement de traiter autre chose que les affaires courantes), le gouvernement a publié fin mars 2019 une prorogation de délai jusqu'au 26 septembre 2019, pour la publication de la notification au titre de l'article 11.

Une fois que la notification l'article 11 sera publiée, le gouvernement local devra procéder à une autre série d'enquêtes et d'étapes de procédure telles que le recensement détaillé et individuel des familles affectées, la délimitation et le marquage des terres, l'audition d'objections individuelles, la préparation de plans de réhabilitation et de réinstallation (section 19), les audiences publiques sur ces plans, les allocations de compensations financières (articles 23 et 31) et prise de possession physique des terrains (article 38).

Les problèmes administratifs liés au statut foncier restent les plus sensibles et les plus importants, et ralentissent toujours le développement des projets. Conformément au contrat de concession, ce processus d'acquisition et le règlement des conflits de propriété relèvent de la responsabilité du gouvernement concédant. Le contrat de concession prévoit une prolongation de la période de développement en cas de retard non imputable au développeur. Les négociations avec le gouvernement d'Arunachal Pradesh en vue d'une telle extension du contrat de concession et de la mise à jour des capacités installées sont toujours ouvertes, mais n'ont pas progressé en 2018

La disponibilité en temps opportun d'infrastructures routières appropriées est également un problème important suivi par VELCAN HOLDINGS avec le gouvernement central à chaque fois que cela est possible, bien qu'aucun progrès n'ait été accompli par le gouvernement sur le sujet au cours de l'exercice 2018. L'achèvement de la réfection des routes est toujours prévu pour 2022 et les budgets pour accélérer les travaux et avancer cette date n'ont pas encore été approuvés. Cependant, le nouveau cadre réglementaire publié le 7 mars 2019 prévoit l'octroi d'un soutien budgétaire à l'hydroélectricité, pour le développement des infrastructures routières, ce qui pourrait permettre à d'accélérer l'achèvement des travaux routiers (voir ci-dessous).

Ces dernières années, les conditions du marché commercial et financier indien étaient défavorables à la vente d'hydroélectricité, le marché restant contraint par la concurrence indirecte des tarifs solaires et éoliens, la mauvaise santé financière des sociétés de distribution d'électricité (DISCOMS), l'insuffisance du cadre réglementaire ne permettant pas la vente d'électricité au travers de contrats de vente à long terme banquable et la forte exposition du secteur bancaire à des prêts d'infrastructures en défaut.

Le gouvernement indien s'est toutefois engagé à inverser ces conditions négatives en publiant le 7 mars 2019 une nouvelle politique de l'hydroélectricité comportant les principales mesures suivantes:

- i. Tous les projets hydroélectriques, y compris supérieurs à 25 MW, doivent être déclarés comme source d'énergie renouvelable;
- ii. Une obligation d'achat d'hydroélectricité (HPO) sera imposées aux DISCOMS, ce qui signifie que les DISCOMS seront obligées d'acheter de l'énergie hydraulique (les objectifs annuels d'HPO et les modifications nécessaires, qui seront introduits dans la réglementation tarifaire, n'ont pas encore été notifiés);
- iii. Mesures de rationalisation des tarifs, notamment en offrant une flexibilité aux développeurs afin d'abaisser le tarif des premières années de vente. Les modalités de calcul restent à déterminer par la Commission de réglementation de l'électricité centrale (CERC).
- iv. Soutien budgétaire du gouvernement pour le développement de routes et de ponts au cas par cas, limité à Rs. 15 m (193 kEur) par MW pour les projets allant jusqu'à 200 MW tels que Tato-1 HEP et Rs. 10 m (128 kEur) par MW pour les projets supérieurs à 200 MW tels que Heo HEP.

Les résultats prendront du temps et dépendront de modalités de mise en œuvre inconnues à ce jour, mais cette réforme est une mesure importante et un signe positif pour le rétablissement du marché de l'hydroélectricité, et pourrait contribuer favorablement au développement des projets.

En termes de demande d'énergie à long terme, même si certains États envisagent un excédent d'énergie à court terme (un à deux ans), ils devraient tous connaître à la fin de 2022 un déficit tant en heure de pointe que par rapport à la demande moyenne. La demande pourrait même augmenter considérablement (> 20 GW) si les nouvelles normes du ministère de l'Environnement et des Forêts pour les centrales au charbon sont appliquées afin de respecter

les normes d'émissions et si les capacités en énergies renouvelables sont insuffisantes. Cela devrait ouvrir possibilité d'un approvisionnement en hydroélectricité par les DISCOMS, si un cadre réglementaire approprié est en place.

L'équipe pousse l'ensemble des activités du projet, qui concernent à présent principalement les études et investigations post-TEC sur le site, l'acquisition des terrains, les infrastructures de transport, l'amendement des contrats de concession, la 2eme phase de la licence d'utilisation des terrains forestier et la recherche préliminaire d'un contrat de vente d'électricité. Cependant, mis à part les études et investigations, ces étapes relèvent principalement de la responsabilité et de la compétence des gouvernements locaux et centraux. Les travaux du Groupe à cet égard consistent à déposer des dossiers, répondre aux demandes, à fournir un soutien aux services gouvernementaux et à suivre les procédures. La recherche d'un contrat d'achat d'électricité sera étroitement liée à la reprise du marché, comme expliqué ci-dessus.

Aucune provision supplémentaire n'a été décidée pour l'exercice 2018 (compte tenu des incertitudes du marché indien et des retards rencontrés, la Société avait déjà décidé de constituer une provision en 2017 de 2,2 millions d'euros (16%) sur la valeur incorporelle de Projets indiens).

## **Brésil**

La production de 49 987 MW en 2018 (contre 41 321 MWh en 2017, + 21%) a été relativement faible en raison de précipitations dans le bassin versant de Rodeio Bonito qui sont toujours bien en dessous de la moyenne historique à long terme. Cela reflète les faibles précipitations au Brésil en 2018.

Cela s'est traduit par un déficit global du MRE (Mécanisme de Réallocation de l'Energie), comme c'est le cas depuis 2014, et par un impact négatif s'élevant à -1,5 millions de réals brésiliens (BRL) en 2018 (comparé à - 4,6 millions BRL en 2017) pour Rodeio Bonito. Traduits en euros, les achats consommés (principalement de MRE) ont affecté le résultat opérationnel annuel de 0,4 million d'euros en 2018 contre 1,3 million d'euros en 2017. Le fonctionnement et la maintenance de Rodeio Bonito sont satisfaisants, avec une disponibilité technique de 95% pour 2018.

Les effets combinés du MRE et de la variation du change se traduisent par un chiffre d'affaires en baisse de 17% en euros mais stable en BRL en 2018 (2,6 millions d'euros ou 11,1 millions de BRL) par rapport à 2017 (3,1 millions d'euros ou 11,2 millions de BRL).

L'EBITDA (résultat avant intérêts, impôts et amortissements) de l'usine s'élevait à 7,3 millions de BRL contre 4,5 millions de BRL en 2017 et à 11,0 millions de BRL en 2016. Converti en euros, l'EBITDA s'élevait à 1,7 million d'euros contre 1,2 million d'euros en 2017, principalement en raison de la baisse des paiements au titre du MRE (-0,9 millions d'euros).

## Indonésie

Après la vente des projets hydroélectriques Meureubo 2 (59 MW) et Sukarame (7 MW) en 2017 en raison des blocages administratifs rencontrés, notamment du fait de l'absence de contrat de vente d'électricité satisfaisant, le projet hydroélectrique Redelong (18 MW) était le dernier projet du Groupe en Indonésie. Le Groupe a cédé le projet le 28 juin 2018 à un groupe industriel indonésien. La petite taille du projet Redelong (18 MW) ne justifiait pas, économiquement, d'avoir des opérations dans le pays.

À l'instar des autres projets du Groupe en Indonésie, les coûts du projet Redelong étaient déjà totalement dépréciés au 31 décembre 2017. Le prix de vente, qui doit rester confidentiel, n'a permis qu'un recouvrement partiel de ces coûts, compte tenu des incertitudes pesant sur le secteur en Indonésie.

À la date de publication du présent rapport, la Société a cessé toutes ses activités en Indonésie.

## Actifs financiers

Comme il le fait depuis 2005 et très activement depuis 2008, le Groupe a continué à gérer sa trésorerie afin de couvrir les coûts opérationnels et de générer des rendements financiers. Le Groupe a investi au fil des ans dans une gamme extrêmement diversifiée d'actifs financiers incluant principalement des obligations d'entreprises et d'États libellés en monnaies locales et de réserve, actions, produits dérivés, prêts directs et investissements en private equity.

En 2018, les principaux investissements du Groupe ont été à nouveau principalement dans des obligations de sociétés. Après une augmentation importante entre le début de l'année 2016 (28,9 millions d'EUR) et la fin 2017, l'exposition aux obligations s'est stabilisée, passant de 49,9 millions à la fin de l'exercice 2017 à 50,1 millions à la fin de l'année 2018. Le Groupe est principalement exposé à des émetteurs des catégories BBB, BB, B et non notées (telles que définies par Standard & Poor's). Les échéances couvrent une large gamme. Bien que la majorité ait moins de 6 ans, certaines obligations ont des échéances supérieures à 30 ans. Quelques-unes sont de nature perpétuelle. En 2017, le Groupe a principalement investi dans des obligations en dollars américains, provenant d'émetteurs issus à la fois de marchés développés et de marchés émergents. En fin d'année, les principales lignes du groupe (dépassant 2,0 millions d'euros) sont celles des émetteurs suivants: CMA CGM (France), Olam (Singapour), BBVA Bancomer (Mexique), NORDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE (Allemagne), TRAFIGURA GROUP PTE LTD (Singapour), UBS AG (Suisse), COMCEL TRUST (Guatemala), OMAN TELECOMMUNICATIONS LTD (Oman), la République d'Argentine et PUMA INTERNATIONAL FINANCING SA (Singapour). Ces investissements obligataires ont très bien performé en 2017 à taux de change constants, mais le Groupe a souffert de l'affaiblissement du dollar américain. En 2018, la performance a été négative, toutefois moins que le marché, mais le renforcement du dollar américain a compensé les pertes. Depuis 2008 le Groupe investit dans les obligations, qui se sont révélées jusqu'à présent un bon moyen

d'accroître le résultat net. Le fait que le Groupe ait peu souffert de défauts dans le passé n'est pas un indicateur qu'il en sera de même dans le futur.

Au 31 décembre 2018, le Groupe détient également des investissements non cotés pour un montant de 4,6 millions d'EUR, comprenant du private equity (1,3 million d'euros) et des prêts directs (3,3 millions d'euros).

L'essentiel du private equity et des prêts directs est investi dans le secteur des transports maritimes. Compte tenu des récentes performances médiocres de ce secteur, ces investissements ont nui à la performance du Groupe entre 2016 et 2018. Le Groupe surveille activement ces investissements dans ce secteur afin de maximiser leur valeur.

Au 31 décembre 2018, le Groupe détenait des investissements d'un montant de 2,3 millions d'euros en actions cotées et de 2,5 millions d'euros en fonds d'actions. Le Groupe estime que les marchés boursiers actuels ne fournissent pas de retour suffisant par rapport aux risques inhérents à leur niveau. Si la situation changeait, le Groupe pourrait renforcer significativement ses investissements en actions cotées. Le Groupe a augmenté sa position dans les hedge funds à 7,9 millions d'euros, contre 2,5 millions d'euros en 2017.

Au 31 décembre 2018, les actifs financiers du groupe étaient principalement exposés au dollar US.

Enfin, une partie importante de la trésorerie du Groupe était détenue en trésorerie ou équivalents de trésorerie (équivalent à 30,4 millions d'EUR). L'augmentation récente des taux du Trésor américain, qui repose sur une base très faible, signifie désormais que ces dépôts procurent un revenu marginal.

## **Evolution prévisible du Groupe :**

Après la clôture de cet exercice, le Groupe poursuit les objectifs suivants en priorité pour l'exercice 2019 :

- Poursuivre le développement des projets indiens ;
- Continuer la diversification de ses investissements financiers ;

## EXERCICE 2018 – COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES NON AUDITES

### Compte de résultat (consolidé non audité)

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2,6 millions d'EUR (contre 3,1 millions d'EUR en 2017, soit une baisse de 17%), provenant principalement des ventes d'électricité. Le chiffre d'affaires en monnaie locale est resté stable. La dépréciation de la monnaie brésilienne par rapport à l'euro explique cette baisse.

Le résultat opérationnel courant s'élève à -2,8 millions d'euros (contre -7,8 millions en 2017):

- Les paiements effectués par Velcan au titre du MRE (mécanisme de réallocation de l'énergie) se sont élevés à 0,4 million d'euros en 2018 contre 1,3 million d'euros en 2017 en raison de meilleures précipitations et de la protection des exploitants d'usines hydroélectriques au Brésil.
- L'amortissement des actifs corporels et incorporels de l'usine de Rodeio Bonito s'est élevé à 0,7 million d'euros (0,8 million d'euros en 2017), tandis que l'amortissement des projets incorporels en développement a été nul, contre un montant de 2,3 millions d'euros, principalement pour des projets indiens, en 2017.
- Les frais de personnel se sont élevés à 2,9 millions d'euros en 2018 contre 4,5 millions d'euros en 2017<sup>1</sup>.
- Les dépenses externes s'élèvent à 1,5 million d'euros en 2018 contre 2,0 millions d'euros en 2017.

Le gain financier net du Groupe s'est élevé à 3,1 millions d'euros en 2018, principalement en raison de l'appréciation de l'USD (4,4% par rapport à fin 2017) et de son impact sur la trésorerie et les actifs financiers du Groupe, malgré les faibles performances financières des investissements du Groupe, hors change. Ce gain de 3,1 millions d'euros se compare à -4,2 millions d'euros en 2017.

En 2018 et 2017, les autres produits opérationnels consistaient principalement en des plus-values de cession d'actifs indonésiens alors que les coûts étaient totalement dépréciés (un gain de 0,5 million d'euros en 2018 par rapport à 3,0 millions d'euros en 2017 lorsque d'autres actifs indonésiens, les projets Sukarame et Meureubo 2, ont été cédés).

---

<sup>1</sup> L'augmentation de 2017 était due à l'impact d'attributions d'actions gratuites à des membres de la direction et des employés du Groupe. Simultanément, les bons de souscription d'actions et les options de souscription d'actions avaient été annulés. L'attribution n'avait pas d'incidence sur la trésorerie ni sur les capitaux propres

La charge d'impôts sur les résultats s'est établie à -0,2 million d'euros en 2018 contre -0,6 million d'euros en 2017 (lorsque le Groupe a subi une dépréciation fiscale différée).

Le résultat net, part du Groupe, s'est élevé à 0,6 million d'euros en 2018, contre -9,6 millions d'euros en 2017.

L'EBITDA (résultat avant intérêts, impôts et amortissements) du Groupe s'établit à -1,6 million d'euros contre -1,7 million d'euros en 2017.

La dépréciation des taux BRL et INR (monnaie indiennes) par rapport à l'euro à la date de clôture de 2018 a eu un impact négatif sur les autres éléments du résultat global, les principaux investissements du Groupe (corporels et incorporels) ayant été réalisés en monnaie locale (-1,7 million d'euros en 2018 contre -3,4 millions d'euros en 2017). Le résultat global total s'élève à -1,2 million d'EUR en 2018 contre -13,0 millions d'EUR en 2017.

## **Bilan - Actif (consolidé non audité)**

Les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13,6 millions d'euros en 2018 et sont en baisse de 0,2 million d'euros par rapport à 2017 en raison de la dépréciation des devises INR et BRL par rapport à l'euro au cours de l'année.

Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 8,7 millions d'euros en 2018 et diminuent de 1,6 million d'euros entre 2017 et 2018, principalement en raison de la dépréciation de la centrale hydroélectrique Rodeio Bonito (-0,6 million d'euros) et du fait de sa comptabilisation en devise BRL, l'impact de change sur la conversion de la centrale de Rodeio Bonito ayant entraîné une perte de -1,0 million d'euros (perte de -1,7 millions d'euros pour l'exercice 2016).

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers ont diminué, passant de 101 M € en 2018 à 98 M € en 2017 (-3%), principalement en raison de programmes de rachat d'actions.

Les actifs financiers sont principalement constitués d'obligations cotées et d'actions. Enfin, le total des actifs a diminué de 4% au cours de l'exercice 2017 (en baisse de 5,0 millions d'EUR).

## **Bilan - Passif (consolidé non audité)**

Les provisions non courantes s'élèvent à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2018 et proviennent de litiges liés aux deux centrales à biomasse précédemment détenues par le Groupe (Satyamaharshi SMPCL - 7,5 MW et Rithwik RPPL - 7,5 MW, détenues entre 2006 et 2010). La provision existante représente la majeure partie des demandes.

Les actions propres, comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe à leur coût historique, réduisent les fonds propres nets du Groupe de -3,9 millions d'euros contre -3,2 millions d'euros au 31 décembre 2017, à la suite des actions propres détenues à l'ouverture (379 332 actions), des programmes de rachat d'actions (323 475 actions rachetées



et annulées au premier semestre 2018 et 94 793 actions rachetées et non annulées au 31 décembre 2018) et de l'utilisation de 5 263 actions pour les allocations d'actions gratuites.

Au 31 décembre 2018, les pertes non réalisées sur les réserves de conversion comptabilisées directement dans les fonds propres s'élevaient à -9,5 millions d'euros, contre une perte non réalisée de -7,8 millions d'euros au 31 décembre 2017, principalement en raison de la dépréciation du BRL (voir le commentaire ci-dessus sur le résultat global).

Avec des fonds propres consolidés de 118,2 millions d'euros (-4,6 millions d'euros par rapport à 2017), le Groupe n'avait toujours aucune dette importante au 31 décembre 2018. Les provisions diverses, les dettes et les instruments financiers s'élèvent à 2,4 millions d'euros (contre 2,9 millions d'euros 2017).

**Le rapport annuel 2018 complet est disponible :**

<http://www.velcan.lu/investors/reports-accounts/>

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SIMPLIFIES (non audités)

<b>ACTIF (milliers d'euros)</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>25 872</b>	<b>29 413</b>
Immobilisations incorporelles	13 630	13 862
Immobilisations corporelles <sup>2</sup>	8 674	10 315
Actifs financiers non courants	3 567	5 236
Autres actifs non courants	-	-
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>94 776</b>	<b>96 282</b>
Actifs financiers courants	63 839	57 869
Trésorerie et équivalent de trésorerie	30 383	37 536
Autres actifs courants	554	877
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>120 647</b>	<b>125 694</b>

<sup>2</sup> Presque intégralement constitué de l'actif Rodeio Bonito.

<b>PASSIF (en milliers d'Euros)</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Capitaux propres (Part du groupe)	118 213	122 770
Intérêts minoritaires	8	21
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>118 220</b>	<b>122 790</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>1844</b>	<b>1876</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>583</b>	<b>1 028</b>
Dette Bancaire	-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>120 647</b>	<b>125 694</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT (non audité) (en milliers d'Euros)</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Chiffre d'affaire</b>	<b>2 580</b>	<b>3 112</b>
Charges opérationnelles	(4 727)	(7 768)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(696)	(3 135)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(2 843)</b>	<b>(7 791)</b>
Autres éléments du résultat opérationnel	514	2 960
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(2 329)</b>	<b>(4 831)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>3 071</b>	<b>(4 159)</b>
<b>(Charge) ou Produit d'impôt</b>	<b>(203)</b>	<b>(576)</b>
<b>Résultat – Part des minoritaires</b>	<b>(12)</b>	<b>55</b>
<b>Résultat – Part du groupe</b>	<b>552</b>	<b>(9 621)</b>
<b>EBITDA</b>	<b>(1 633)</b>	<b>(1 696)</b>

→ Comptes sociaux audités page suivante

## COMPTES SOCIAUX STATUTAIRES SIMPLIFIES AUDITES (Lux GAAP)

### Bilan audité

ACTIF (milliers d'euros)	2018	2017
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>150 734</b>	<b>151 945</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 255</b>	<b>1 782</b>
Créances & comptes de régularisation	189	359
Valeurs Mobilières <sup>3</sup>	2 021	0
Avoirs en banques	1 045	1 423
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>153 988</b>	<b>153 727</b>

PASSIF (en milliers d'Euros)	2018	2017
<b>CAPITAL ET RESERVES</b>	<b>122 099</b>	<b>125 858</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>583</b>	<b>1 028</b>
Dettes	31 885	27 865
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>153 988</b>	<b>153 727</b>

### Compte de résultat audité (en milliers d'Euros)

	2018	2017
<b>Résultat Brut</b>	<b>544</b>	<b>(3 184)</b>
Corrections de valeur	(90)	(2 520)
Produits provenant d'autres valeurs mobilières, d'autres titres et de créances de l'actif immobilisé	543	2 014
Autres intérêts et autres produits financiers	1	91
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	(536)	1 091
Intérêts et autres charges financières	(1 230)	(2 039)
Autres impôts	(5)	(3)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(772)</b>	<b>(4 549)</b>

<sup>3</sup> Actions propres



\* \* \*

Contact Relations Investisseurs

[investor@velcan.lu](mailto:investor@velcan.lu)

## **A propos de Velcan:**

Velcan Holdings est un holding d'investissement basé au Luxembourg et fondé en 2005, opérant en tant que producteur d'électricité indépendant dans des pays émergents et gérant un portefeuille mondial d'actifs financiers.

La société possède et exploite une centrale hydroélectrique de 15 MW au Brésil, qu'elle a développée et construite en 2009. La société développe une cascade de concessions hydroélectriques située en Inde et totalisant 571 MW.

Les concessions hydroélectriques fournissent de longues périodes de génération de trésorerie mais l'issue de leur développement est incertaine et de nombreuses années sont nécessaires pour amener ces projets à maturité dans les pays émergents: cela requiert des études de terrain dans des endroits reculés, l'obtention des autorisations et permis nécessaires et les acquisitions foncières, dans un environnement politique et réglementaire qui peut être instable ou très ralentissant. En parallèle, Velcan Holdings gère activement sa trésorerie en investissant dans des instruments financiers cotés et non cotés.

Le siège de Velcan Holdings est à Luxembourg, avec des bureaux administratifs et financiers à Singapour et à Maurice. L'équipe dédiée au développement de la cascade hydroélectrique indienne est basée à New Delhi et sur le site du projet (Arunachal Pradesh). L'équipe dédiée au suivi de la centrale de Rodeio Bonito est basée à San Paulo et à Chapeco (Etat de Santa Catarina)

La société a été lancée il y a plus de 10 ans par son actionnaire de référence, Luxembourg Hydro Power SA, détenu par l'équipe dirigeante de Velcan Holdings.

Velcan Holdings est coté sur le marché Euronext Growth Paris (Euronext Growth / Ticker ALVEL / ISIN FR0010245803).

Velcan Holdings n'a jamais effectué d'offre publique au sens de la directive 2003/71 / CE du Parlement européen et du Conseil.

## **Avertissement**

---

*Le présent communiqué contient des informations prospectives relatives au potentiel des projets en cours et/ou des projets dont le développement a débuté. Ces informations constituent des objectifs rattachés à des projets et ne doivent en aucun cas être interprétées comme des prévisions directes ou indirectes de bénéfice. L'attention du lecteur est également attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs dépend de circonstances futures et qu'elle pourrait être affectée et/ou retardée par des risques, connus ou inconnus, des incertitudes et divers facteurs de toute nature, notamment liés à la conjoncture économique, commerciale ou réglementaire, dont la survenance serait susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité et les performances futures du groupe.*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre au public ni une invitation adressée au public ou à des investisseurs qualifiés dans le cadre d'une quelconque opération de placement. Ce communiqué ne constitue ni une offre de valeurs mobilières ni une sollicitation d'ordre d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis d'Amérique, ni dans aucun autre pays.*

